

Mondialisation, Environnement et Ethique Forestière

Libres propos de Uçkun GERAY *

Uçkun Geray est le plus ancien de nos amis adhérents et abonnés, de Turquie. Nous avons déjà publié deux articles signés de lui (T.VII, n°1, 1985 et T.IX, n°2, 1987). Forestier, ancien élève du Centre international de hautes études agronomiques (CIHEAM), professeur d'économie à la Faculté forestière d'Istanbul, il nous donne un article, d'un type peut-être inhabituel pour notre revue, mais que nous n'avons guère hésité à publier. En effet, les idées qu'il présente ont le mérite de conduire, plus loin que de coutume la logique de la critique «écologique» du fonctionnement de notre économie. Il nous a paru bon que, de Turquie où nous avons appris que les forestiers sont d'une très grande qualité technique, puisse aussi venir une invitation à l'analyse de la «pensée unique» en matière de forêts et d'espaces naturels. (N.D.L.R.)

Mondialisation

La *mondialisation* est un phénomène qui a pris une nouvelle ampleur dans les années 90, au moment même où s'écroulait le système socialiste. Il est donc impératif de concevoir, dès aujourd'hui, de nouvelles structures correspondant à la fois aux dimensions sociales, économiques et idéologiques, pour tenter de s'adapter à cette mondialisation. Celle-ci, en effet, implique l'adhésion de nouveaux pays au *système capitaliste libéral* pour préparer et pour ouvrir la voie (et les investissements) des pays riches. Aussi, dès

maintenant, dans les pays qui vont rejoindre le système, on cherche à déterminer les conditions qui lui sont favorables, telles que : la sécurité des investissements ; l'existence de matières premières et de main d'œuvre à bas prix ; la présence d'entreprises locales capables de conclure des accords de partenariat en conditions de libre concurrence dans un cadre libéral ; les possibilités d'investissement avantageux ; l'augmentation raisonnable de la population ; etc

Or cette démarche a malheureusement coïncidé, de façon tragique, avec le mouvement environnementaliste et de ce fait, notre planète doit faire face, simultanément, et à la prise de conscience environnementale et à la mondialisation. Est-il possible, dans un délai raisonnable, de mener à bien un tel programme qui correspond à la

fois à l'augmentation des productions, de la consommation, de la croissance, de l'industrialisation, de la rentabilité, de l'utilisation d'énergie ..., dans le contexte des marchés existants ?

La paralysie progressive des potentialités de consommation et d'investissement des pays qui possèdent le capital financier et les technologies de pointe, gêne déjà fortement, aujourd'hui, la démarche capitaliste. Et c'est donc bien un acte de survie de la part des pays riches que d'obtenir le consensus des autres pays au *système capitaliste libéral*.

Dans ce contexte la protection et l'amélioration de l'environnement s'affirment en contradiction flagrante avec la *mondialisation*. Car cette dernière implique une consommation, et donc une destruction et une pollution encore plus accélérée des ressources

* Professeur à l'Université d'Istanbul, Faculté forestière
80895 Bahçeköy, Istanbul, Turquie

naturelles déjà surexploitées. En plus, il est clair que les disparités de niveaux de vie et de revenus des gens deviendront de plus en plus importantes entre les différents pays et à l'échelle du monde, à cause de cette *mondialisation*. A elle seule cette disparité même, s'avère tout à fait capable de provoquer l'accélération de la destruction des ressources naturelles dans les pays du tiers monde.

Déjà, dans ceux de ces pays du tiers monde qui ont rejoint le *système capitaliste libéral*, pour cause de *mondialisation* : la pauvreté et l'exode rural s'intensifient ; l'urbanisation sauvage s'étend ; le syndicalisme s'affaiblit ; la valeur ajoutée induite est accaparée par les plus riches du pays et par les investisseurs étrangers ; les subventions en agriculture ne sont plus attribuées ; le capital financier étranger domine les accords de partenariat avec les sociétés rentables du pays et le système de l'assurance sociale s'écroule. C'est dans un tel processus que s'engage actuellement la Turquie.

Le système socialiste a provoqué lui-même son propre déclin, d'une part par sa manière de se mettre en contradiction avec les valeurs humaines qu'il prétendait défendre, et d'autre part par ses méthodes à la fois antilibérales et antidémocratiques. Aussi, les possibilités de la réapparition de ce système restent-elles très limitées.

Croissance et industrialisation

La croissance économique, c'est-à-dire : plus de production, plus d'investissement et donc plus d'emplois, est, aujourd'hui même, l'objectif principal de tous pays. Celui-ci est incontournable à cause de l'alliance objective qui existe entre les chômeurs, les capitalistes et les politiques.

Lorsqu'on laisse aller la croissance à vau-l'eau, elle ne peut qu'engendrer la pollution et l'épuisement accéléré des ressources de notre planète : si la démarche de croissance prend une mauvaise tournure, c'est l'augmentation des prix et du chômage qui se manifestera et au pire, la voie des

investissements de l'Occident sera obstruée.

Dans l'espoir de surmonter ce risque, les mécanismes d'intimidation sur les pays du tiers monde se multiplient tout en prétendant les libéraliser et les démocratiser. Dans ce but, divers moyens de pression sont utilisés : les sociétés multinationales, la privatisation, le partenariat, l'acquisition foncière, etc... De plus, les investisseurs étrangers n'ont aucun scrupule à exploiter sans vergogne, la modicité de la main d'œuvre et du foncier, ainsi que le manque de contrôle de l'environnement dans ces pays, tandis que le capital et la technologie sont importés. Il en résulte donc la surexploitation des ressources du pays, la diminution des subventions et l'augmentation de la pauvreté rurale. La Turquie est sans doute actuellement le pays le plus menacé par ce processus.

L'industrialisation radicale, à elle seule, qu'elle soit menée dans un contexte idéologique de gauche, ou de droite, ou même d'économie mixte, entraîne l'humanité dans l'impasse. Car les actions politiques relatives à ces idéologies sont toutes basées sur la tyrannie du "*plus de production et plus de consommation*", donc, sur l'intensification. En effet, même pour un environnementaliste, toutes ces idéologies ne sont que des sous-idéologies d'une seule super idéologie : la "*pensée unique*" !

Population

La population totale du Monde qui était de 1 milliard en 1925, a atteint les 4 milliards en 1975 et 5,3 milliards en 1990. Selon cette progression, les Nations Unies estiment que la population mondiale avoisinera les 9 milliards vers l'année 2030. Cette augmentation de la population risque d'amener, très rapidement, les ressources vers leur point d'épuisement. D'autre part, lorsqu'on prend en considération l'augmentation de la consommation par individu et la répartition déséquilibrée des revenus, on peut évaluer le niveau catastrophique de destruction de ces ressources, surtout dans certaines régions. Enfin, il ne faut

pas oublier d'ajouter à cette situation la croissance démographique provoquée par la *mondialisation* elle-même.

Seul l'homme, parmi les êtres vivants, peut contrôler sa propre population. Aussi, à plus ou moins long terme, il faudra bien, bon gré mal gré, qu'il se décide à mettre un frein à la croissance actuelle. On peut, malgré tout, penser que cette augmentation excessive de la population se poursuivra, à court et même à moyen terme, à cause des mesures sanitaires prises et des caractéristiques démographiques actuelles. En effet, aujourd'hui encore, une bonne partie des populations d'Afrique, d'Amérique du Sud et d'Asie est constituée de jeunes et d'enfants. Mais le problème de la surpopulation n'est pas uniquement le fait des pays du tiers monde. En Angleterre par exemple, la densité de la population dépasse 4 fois celle de la Chine. C'est le tiers monde qui a, depuis longtemps, payé les conséquences dramatiques de cette situation et qui est encore en train de les payer actuellement. C'est même grâce à lui que le bon niveau de consommation des pays riches peut encore se maintenir et que l'équilibre de leur commerce extérieur peut subsister.

L'augmentation excessive de la population présente d'ailleurs une corrélation très étroite avec la pauvreté et la destruction de la nature. D'où la prédominance écrasante de la pauvreté rurale bien plus dramatique que celle due au manque de planning familial. Malgré cette évidence, dans la plupart des cas, on reste muet sur le drame de cette paupérisation des campagnes.

La destruction des ressources naturelles et l'importance des forêts

Au cours de ces dernières décennies, 20% des terrains agricoles dans le monde entier, se sont appauvris à un point tel, qu'ils ont perdu tout potentiel de production. Selon un rapport de

la F.A.O. réalisé en 1980, 5 à 7 millions d'hectare de terre arables deviennent, chaque année, incultivables. Et ceci est advenu, justement, pendant que les besoins alimentaires mondiaux doubleraient.

Même la part des ressources en eaux d'irrigation ou en superficies pastorales par individu, à l'échelle mondiale, se réduit. L'amélioration de la productivité des ressources naturelles ne peut donc pallier les pertes subies. Les pauvres n'ont pas de réserves suffisantes pour protéger et développer leurs ressources naturelles. En effet, la marge de rentabilité des éleveurs et des agriculteurs, dans les pays du tiers monde, est au plus bas niveau. Autrement dit, ils travaillent sur leurs propres terrains comme s'ils étaient de simples ouvriers.

A cause des pressions extérieures, la structure même de l'agriculture change dans les pays du tiers monde. Dans ce contexte, on peut même parler d'une industrialisation de l'agriculture. En effet, on y est confronté aux mêmes effets de la monoculture, de l'utilisation d'insecticides et de fertilisants chimiques, de la pollution, de la réduction de la biodiversité, de la désertification, etc ... De plus, la résistance des structures sociales rurales s'épuise. A l'origine de tout cela on retrouve les exigences de la *mondialisation* telles que : libéralisme, suppression des subventions, capitaux étrangers, concurrence déséquilibrée, etc ...

Parmi les ressources naturelles celles qui sont les plus menacées, et à une vitesse considérable, sous l'effet de la pauvreté rurale et de l'augmentation de la consommation de produits par individu, ce sont les *ressources forestières*. D'ailleurs des études ont mis en évidence que les *surfaces forestières* mondiales ont diminué annuellement de 13 millions d'hectares dans la période 1980-1990 et que la superficie totale des *forêts* qui est d'environ 3,4 milliards d'hectares actuellement, se verra réduite à 3,15 milliards d'hectares vers l'an 2010. C'est donc une diminution de 30% de la *superficie forestière* par individu qui sera atteinte à la même période. Et cela alors même que tout le monde reconnaît, universellement, le rôle très important que jouent les *forêts* dans les cycles du carbone, de l'azote et de l'oxygène, ainsi que dans le contrôle du régime de l'eau et de la température et

qu'en plus de cela, elles représentent un grand réservoir de gènes qui pourra jouer un rôle important dans la résolution de problèmes futurs. D'autre part, on sait aussi que les écosystèmes terrestres qui ont la biomasse la plus importante dans la biosphère sont les *écosystèmes forestiers*. On sait enfin que l'évolution de la vie et des civilisations sur notre planète s'est effectuée, jusqu'à ce jour, grâce aux *forêts*, et que ce rôle stratégique des forêts ne peut que se poursuivre et s'amplifier dans l'avenir, car rien ne pourra le remplacer avant longtemps !

La schizophrénie de l'environnementalisme

Au cours de ces dernières années, le mouvement *environnementaliste* s'est amorcé dans plusieurs pays et on peut dire que ce mouvement est en expansion. Mais, pour l'instant, les conséquences de cette démarche restent floues, voire contradictoires.

A la suite du Traité de Rome, la politique agricole commune adoptée par l'Union Européenne (UE) s'est fondée sur l'agriculture industrielle et la fertilisation artificielle. D'autre part, l'UE, dans son ensemble, a suivi une politique orientée vers l'industrialisation, la production de masse, la concurrence, les marchés libres et la croissance en général. Aujourd'hui, l'UE est l'un des plus importants défenseurs de la *mondialisation*. Mais, paradoxalement, la même UE a mis en vigueur simultanément une politique multilatérale de l'*environnement* : elle préserve *ses* ressources et bâtit des projets dans ce sens. Un exemple étonnant de ces projets est la transformation des terrains où l'on ne pratique plus d'agriculture, en *forêts* et en systèmes sylvopastoraux. Malgré tout, l'ensemble de ces mouvements *environnementalistes* en tant que pouvoirs financiers et institutionnels, ne font pas le poids face aux jugements de valeur actuels arrêtés par les défenseurs de la *mondialisation*. Même pour les environnementalistes, hors de la "*pensée unique*", point de salut !

Dans les pays du tiers monde, comme en Turquie, la politique *forestière* est basée sur la production intensive de la matière première bois dans les *forêts* réservées à cet usage. L'augmentation excessive de la population, l'amélioration des revenus (même si elle est insuffisante) et l'expansion de l'industrie du bois, ont créé une demande considérable de produits ligneux. De plus, il existe beaucoup de coupes illégales. Autrement dit, un des plus importants facteurs, qui menacent actuellement les forêts en tant que ressources rurales, est le déficit de l'offre. De ce fait, une part bien définie des *forêts* se voit obligatoirement réservée à la production intensive de bois et en attendant il devient indispensable d'en importer ou de lui substituer d'autres matériaux. Alors comment expliquer, dans ces conditions, que l'on impose une politique tout à fait contraire, dans les pays scandinaves par exemple, où l'on se fixe en revanche, comme objectif d'augmenter l'utilisation des matériaux ligneux à la place des autres matériaux dans le but de fixer le CO₂, de ne pas aggraver l'effet de serre et d'économiser les combustibles fossiles.

Il semble donc qu'au plan des valeurs environnementales (et *forestières*) : qualité, politique, développement, il y ait deux poids et deux mesures ! Dans ces conditions, est-il encore pertinent, voire décent, de se fonder sur des moyennes statistiques au niveau planétaire ?

Ordre établi et partage

80% de la consommation mondiale étant accaparé par le quart de la population du globe, presque un milliard de personnes vivent dans des conditions de pauvreté absolue. Selon le rapport de la Banque Mondiale, dans la période 1945-1975, le développement planétaire a globalement manifesté une bonne performance alors que les pays du tiers monde n'en ont pas bénéficié. Aujourd'hui, 45% de ces pays les plus pauvres sont toujours dans cette même situation. Le revenu annuel d'un million de gens atteint à

peine 280 US \$, parfois moins. De plus, il existe des obstacles insurmontables sur la voie du développement dans ces pays : une croissance de 2% n'assure, en fait, qu'une augmentation de revenu annuel de 5\$/pers. ; avec 4%, c'est 10\$. Donc, le principal problème de l'humanité paraît évident : la prospérité à tout prix d'une minorité engendre la misère des autres. Les pays développés ne peuvent perpétuer le niveau de richesse et de prospérité, qu'ils avaient à l'époque de la colonisation, sans continuer l'exploitation des ressources du tiers monde à leurs propres profits. Il est donc évident que le processus de croissance orienté vers la *mondialisation* ne peut apporter, dans ce contexte, que des désastres. Les rentes créées dans les pays du tiers monde par les conditions de la *mondialisation* restent subordonnées aux exigences du capital et de la technologie des pays riches. Donc, ces rentes n'intéressent principalement que les pays développés et une petite minorité d'individus dans les pays du tiers monde.

Ethique

Il y a une interdépendance forte entre les *normes éthiques* de l'idéologie et le système économique actuel. C'est pourquoi, en s'appuyant sur les critiques concernant les idéologies existantes et leurs applications, il est urgent de proposer une nouvelle idéologie, ainsi que les *normes éthiques* qui en découlent. Le mouvement de *mondialisation* nous y contraint

D'autre part, le domaine éthique de l'environnement ne doit pas être l'affaire des seuls philosophes. Les *forestiers* doivent se concentrer sur l'élaboration de cette éthique environnementale et professionnelle, dans une réflexion aussi profonde que possible. L'ordre nouveau qu'il faut établir ayant des conséquences, à la fois biophysiques et humaines à l'échelle mondiale, doit être, au premier chef, l'affaire de tous les *forestiers*. Car, la *foresterie* est en train de devenir le secteur le plus stratégique du présent et du futur.

Comme on ne peut se contenter de voir le monde comme un ensemble

d'êtres biophysiques en rapport les uns avec les autres, il faut aussi le concevoir en tenant compte des réalités et des relations économiques, sociales et morales et effectuer toutes les analyses en fonction de cette approche diversifiée.

Par conséquent, nous pouvons dire que les *normes éthiques* de l'environnement qui coïncident en grande partie avec celles de la nouvelle idéologie proposée, ne peuvent être envisagées indépendamment de la politique actuelle dominante qui est en voie d'extension à l'échelle mondiale.

Il faut bien se rendre compte que si l'homme fait partie de la nature, il n'en est pas le maître absolu et que les éléments de la nature ont une valeur propre, même en son absence.

Il faut admettre aussi que l'éthique de la *foresterie* qui fait partie de celle de l'environnement, doit être considérée, elle aussi, comme un ensemble constitutif de l'éthique de cette nouvelle idéologie qui devra, à terme, remplacer à la fois le capitalisme et le socialisme.

Par conséquent, l'éthique de cette nouvelle idéologie ainsi que toutes celles qui en découlent, doivent exclure toute croissance incontrôlée, toute approche mécaniste et tout industrialisme à court terme, et donc toute domination de l'homme sur la nature.

Les deux principaux facteurs qui menacent les ressources forestières étant, comme nous l'avons vu, le déficit de l'offre de produits forestiers et la pauvreté des populations rurales, la promotion de nouveaux besoins artificiels ou de nouvelles demandes qui accéléreraient la destruction des ressources naturelles, doivent donc être strictement exclues.

A la place d'un mode de vie basé sur la croissance et les besoins artificiels, on doit donc adopter un mode de vie simple dont les dimensions non matérielles seront amplifiées.

Pour cela, il est indispensable de favoriser, dans un objectif de *gestion durable* des ressources naturelles renouvelables, les principes d'autosuffisance et d'économie en ce qui concerne la consommation, ainsi que les principes de rentabilité maximale pour un prix de revient minimal en ce qui concerne la production.

Il faudra organiser une opposition farouche à l'exploitation, à la fois de l'homme et de la nature par l'homme, et avoir pour objectif d'anéantir la fracture sociale existante entre les revenus, les richesses et les qualités de vie individuelles, en instaurant une meilleure solidarité à l'échelle des pays et à l'échelle mondiale.

Si l'on admet que les ressources mondiales s'avèrent déjà très insuffisantes pour satisfaire la population actuelle, il devient urgent d'accroître l'information et l'efficacité des méthodes de planification familiale.

Il faut enfin renforcer les possibilités pour chaque homme de mener à la fois une vie matérielle décente et un développement moral et culturel convenable et en même temps assurer l'égalité des chances pour chacun, principales conditions d'établissement de la justice sociale à l'échelle des pays et à l'échelle mondiale.

En un mot nous voilà donc dans l'obligation, d'une part de mettre en vigueur, dans tous ses principes, une authentique *démocratie* qui constitue la condition " sine qua non " de la reproductibilité du système et d'autre part en même temps, de respecter les libertés fondamentales consistant à laisser jouer sans entraves les droits des gens à s'organiser eux-mêmes en vue de leur développement et à assurer la qualité de leur propre vie. Cela ne pourra évidemment se faire qu'en mettant au premier plan la *spécificité régionale* et la *participation* de tous afin que chacun puisse s'épanouir et déterminer lui-même son destin.

U.G.

Bibliographie

- Bernsten, T. 1995. La croissance traditionnelle est condamnée. Notre Planète, Vol 7 n°1, 1995. pp.11-12.
- Bora, T. (Ed) 1988. Yesiller ve Sosyalizm. Iletisim Yayinlari Politika Dizisi. 367 p. Istanbul.
- Broswymmer, F. (Cev: Cennet Engin, Erol Demir) 1995. Bitki Emperyalizmi. Bilim ve Utopya, Aralik 1995. p 6-9. Istanbul
- Brown, L. et Al. 1995. Dünyanın Durumu 1994. Tema Vakfi Yayinlari n°10. 315 p. Istanbul

- Callenbach, E. (Cev : Osman Akinhay) 1994. Ekotopya. Ayrinti Yayinlari. 215 p. Istanbul.
- Chossudovsky, M. (Cev : A. Demirer) 1994. Istikrar Yapisal Uyum IMF ve Yoksulluk. Iktisat Dergisi, Mart 1994, Sayi 347. pp 67-71. Istanbul.
- Coufal, J.E. 1989. The Land Ethic Question. Journal of forestry, June 1989. pp 22-24. Bethesda.
- European Commission. 1994. Alternative Agricultural Land Use with Fast Growing Trees. Contract AIR3, Second Annual Report. Vol. I-II-III.
- Frederic, L. 1994. L'état de la planète. Y-a-t-il des solutions ? Echos du Cita, Décembre 1994. pp 18-26. Bruxelles.
- Geray, U. 1985. Les analyses multidimensionnelles à l'étape de préparation de la planification. FM. Tome VII n°1 pp. 69-74. Marseille
- Ghai, D. 1995. Yapisal Uyum, Küresel Bütünleşme ve Sosyal Demakrasi. Piyasa Güçleri ve Küresel Kalkinma, Yapi Kredi Yayinlari. pp 39-71. Istanbul.
- Gorz, A; (Cev : Isik Ergüden) 1995. Iktisadi Aklin Elestirisi. Ayrinti Yayinlari. 287 p. Istanbul.
- Kazgan, G. 1993. Iktisadi Düşünce veya Politik Iktisadin Evrimi. Remzi Kitabevi. 431 p. Istanbul.
- Kazgan, G. 1993. Bölgesellesme ve Küresellesme. Cumhuriyet Dergisi. 16 Agustos 1993. Istanbul.
- Kirwin, J. (Dirigé) 1994. Rio deux ans plus tard. Notre Planète, Vol 6 n°2. pp 24-28.
- Korten, D.C. 1996. The Truth About Global Competition. D+C (Dev. And Coop.) n°3, 1996. pp 4-5 and 23. Frankfurt.
- Latouche, S. 1994. Développement durable : un concept alibi. Main Invisible et Main Mise sur la Nature. Revue Tiers Monde, Janvier-Mars 1994 n°137. pp. 77-94.
- Meadows et al. (Cev : Kemal Tosun ve Dig). 1978 Büyümenin Sinirlari. I.Ü. Isletme Fakültesi Yayin n°81. 264 p. Istanbul.
- OCDE, 1994. L'étude de l'OCDE sur l'emploi. 400 p. Paris.
- Önder, Y. 1995. Meksika'nin Düşündürdükleri. Aydinlik, 21 Ocak 1995. Istanbul.
- Pearce, D. Et Al. (Cev : T. Kafaoglu) 1992. Yesil Ekonomi. Boyut Yayin Grubu. 80 p. Istanbul.
- Porritt, J. (Cev : Alev Türker) 1989. Yesil Politika. Ayrinti Yayinlari. 223 p. Istanbul.
- Prokop, M. (Cev : S. Ural) 1994. Yesil Yönetim. Türkiye Cevre Vakfi Yayini. 95 p. Ankara.
- Roth, T. 1996. Avrupa Emek Pazarinda ABD'yi Model Aliyor. Milliyet The Wall Street Journal n°8, 24 Haziran 1996. pp 6. Istanbul.
- SAF. 1997. Code of Ethics for Members of the Society of American Foresters. Journal of Forestry. October 1997. pp. 49 Bethesda.
- Somersan, S. 1994. Yesilin Sonu mu ? Cumhuriyet Dergisi n°453, 27 Kasim 1994. Istanbul.
- Sweezy, P. (Cev : C. Özselçuk) 1994. Finans Kapitalin Yükselisiyle Güç Odagi Yer Degistirdi. Iktisat Dergisi, Agustos 1994, Sayi 351. pp 28-32. Istanbul.
- Uras, U. 1994. Küresellesme ve Vandalizm. Iktisat Dergisi, Subat 1994, Sayi 346. pp 50. Istanbul.
- Yildizoglu, E. 1994. Kriz üzerine Bir Arastirma Projesi Önerisi. 2. Iktisat Dergisi, Nisan 1994, Sayi 348. pp. 66-71. Istanbul.
- Yildizoglu, E. 1995. Globallesme ? Tesekkür Ederim, Istemem. Cumhuriyet 6.3.1995. Istanbul.
- Zachary, G.P. 1996. Degisen Strateji. Milliyet The Wall Street Journal n°8 24 Haziran 1996. pp 1. Istanbul.

Résumé

L'auteur analyse le phénomène de la mondialisation et ses conséquences probables, dans les pays les moins riches, surtout en matière d'environnement. Il s'arrête plus spécialement sur l'évolution des forêts du monde, dont l'importance paraît évidente et dont on veut concevoir un développement durable. Puis à travers la contradiction entre développement et politiques de l'environnement, il en vient à une position éthique. Enfin, il propose de nouvelles approches permettant d'orienter la profession de forestier dans le cadre d'une idéologie qui devra, à terme, se substituer à la fois au capitalisme et au socialisme.

Mots clés : Mondialisation, Foresterie, Ethique, Pauvreté rurale

Summary

Globalisation, environment and forestry ethics

The author analyses the phenomenon of globalisation and its likely consequences in the poorer countries, especially in relation to the environment. He dwells on the evolution of the world's forests, whose importance seems obvious and for which a sustainable development policy is being sought. Then, from the contradiction between development and environmental policy, he adopts an ethical stance. Finally, he suggests new approaches as a guideline for the profession of forester within the framework of an ideology that should eventually take the place of both capitalism and socialism.

Key words : globalisation; forestry, ethics, rural poverty

Riassunto

Universalizzazione, ambiente e etica forestale

L'autore analizza il fenomeno dell'universalizzazione e delle sue conseguenze probabili nei paesi meno ricchi, soprattutto in materia ambientale. Si ferma specialmente sull'evoluzione delle foreste del mondo, di cui l'importanza pare meno evidente e di cui si vuole concepire uno sviluppo sostenibile. Poi attraverso la contraddizione tra sviluppo e politiche dell'ambiente, arriva a una posizione etica. Finalmente, propone nuovi approcci che permettono di orientare la professione di forestale nel quadro di un'ideologia che dovrà, al termine, sostituirsi nello stesso tempo al capitalismo e al socialismo.

Parole chiavi : Universalizzazione, Foresteria, Etica, Povertà rurale.